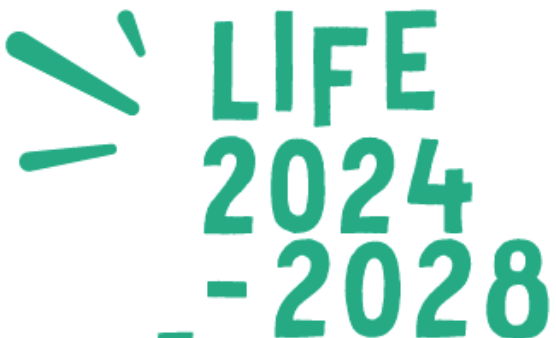




MARAISI LIENCE

CHANGEMENT CLIMATIQUE : LE MARAIS POITEVIN SE MOBILISE

RAPPORT - Rencontres territoriales des acteurs agissant dans le domaine des transitions

02/07/2026

Livrable D3.3

4 années d'actions collectives
pour l'adaptation au changement
climatique dans le Marais poitevin.



Cofinancé par
l'Union européenne

Table des matières

1/Rappel des objectifs de la synthèse	4
1.1 Le contexte	4
1.2 Les objectifs.....	4
2/Présentation des rencontres territoriales	5
2.1 L'objectif de travail	5
2.2 Les résultats attendus	5
2.3 Les publics participants	5
3/Interconnaissance et élaboration d'un diagnostic partagé	6
3.1 Des ressources déjà nombreuses et diversifiées au service de l'accompagnement au changement	6
Des réseaux d'acteurs structurés et mobilisés.....	6
Des structures professionnelles.....	6
Des actions d'ores et déjà menées en matière d'accompagnement au changement .	7
Des ressources matérielles et des lieux supports déjà mobilisés.....	7
Un patrimoine naturel exceptionnel comme support d'action	7
Des soutiens institutionnels et territoriaux.....	8
3.2 Une convergence forte des freins : des capacités d'action structurellement contraintes	9
Des contraintes structurelles externes	9
Un manque de soutien politique au niveau local	9
Un manque de ressources financières.....	10
Une difficulté à mobiliser les publics	10
Un manque de relations entre les acteurs des transitions	11
4/ Amorce de la stratégie d'accompagnement au changement : propositions de thématiques et d'actions de coopération.....	12
4.1. L'identification collective des thématiques prioritaires de la stratégie d'accompagnement au changement	12
Des priorités largement partagées entre les territoires	12
4.2. Les enseignements des world café : le choix des thématiques de travail par territoire	13
4.3. L'élaboration des projets d'actions.....	14
Les domaines de transition mobilisés dans les projets d'actions	14
Des projets d'actions réfléchis dans une approche multi-transitions	16
Des projets d'actions réfléchis dans une approche multi-partenariale.....	16
Des projets d'action relativement faciles à réaliser	17
4.4 Des recommandations largement partagées.....	17

ANNEXES	20
Annexe 1 : Liste des structures participantes et origine géographique	20
Annexe 2 : Thématiques traitées par territoire dans le world café	21
Des constats largement partagés malgré des contextes territoriaux différents	22

1/Rappel des objectifs de la synthèse

1.1 Le contexte

Depuis le 1er octobre 2024, le Parc naturel régional du Marais poitevin et ses partenaires sont engagés dans la mise en œuvre du projet européen LIFE Maraisilience pour une durée de quatre ans. Ce projet vise à renforcer la résilience du territoire face au changement climatique en mobilisant les acteurs locaux autour de trois axes complémentaires :

- Le développement d'un observatoire du climat pour améliorer la connaissance et éclairer la décision ;
- Une démarche d'animation territoriale favorisant l'appropriation collective des enjeux d'adaptation et l'expérimentation d'actions concrètes ;
- Un dispositif de communication et de diffusion des résultats.

À travers cette dynamique, le projet entend favoriser une meilleure compréhension des effets du changement climatique sur le Marais poitevin et soutenir la construction de réponses adaptées à l'échelle du territoire.

1.2 Les objectifs

Dans le cadre de cette animation territoriale, dix rencontres des acteurs agissant dans le domaine des transitions, ont été organisées entre avril 2026 et juin 2026 dans cinq intercommunalités engagées dans la démarche : Sud Vendée Littoral, Vendée Grand Littoral, Aunis Atlantique, Pays de Fontenay-Vendée et l'Agglomération du Niortais.

Deux rencontres ont été conduites sur chacun des territoires afin de réunir les structures intervenant dans les domaines des transitions environnementales, sociales, économiques et citoyennes. A l'issue de ces deux réunions, un compte-rendu a été produit, rendant compte de manière fidèle et exhaustive la production des participants.

Destinée aux partenaires du projet, aux collectivités et plus largement à l'ensemble des acteurs du territoire, cette synthèse vise à mettre en lumière les expériences, ressources et dynamiques déjà à l'œuvre, afin de :

- Alimenter la réflexion collective ;
- Eclairer les décisions publiques ;
- **Contribuer à la construction d'une stratégie territoriale d'accompagnement au changement.**

Elle propose une lecture transversale des enseignements issus des dix rencontres, en mettant en évidence les principales tendances observées, les ressources mobilisables, les principaux freins constatés ainsi que les points de vigilance, et pour finir par les pistes d'action proposées à l'échelle du territoire du projet LIFE Maraisilience.

2/Présentation des rencontres territoriales

2.1 L'objectif de travail

Les rencontres territoriales des acteurs des transitions poursuivaient un double objectif :

- Identifier les complémentarités et les synergies existantes entre acteurs ;
- Amorcer une réflexion collective sur une future stratégie d'accompagnement au changement en lien avec l'adaptation au changement climatique.

2.2 Les résultats attendus

Deux grandes étapes de travail sont organisées :

- **Etape 1** : Interconnaissance et élaboration d'un diagnostic partagé de la situation existante.
- **Etape 2** : Propositions de thématiques et d'actions de coopérations en vue de l'amorce de la stratégie d'accompagnement au changement.

A l'issue des deux rencontres, il était attendu que les structures puissent :

- Se rencontrer, apprendre à mieux se connaître ;
- Découvrir leurs actions respectives ; croiser leurs atouts mais aussi leurs besoins ; repérer comment une ressource d'une structure peut devenir une réponse à une limite d'une autre ;
- Partager une vision commune et établir un diagnostic de la situation existante ;
- Être mieux à même de construire des coopérations entre elles et être force de propositions de projets de coopérations multi-transitions pour mieux accompagner au changement leurs publics ;
- Contribuer, ainsi, à l'amorce d'une stratégie d'accompagnement au changement à l'échelle du territoire du projet LIFE Maraisilience.

2.3 Les publics participants

Au total, sur les 5 territoires, ce sont **70 structures distinctes et 83 participants qui ont été mobilisés, dans des domaines divers** (Cf. annexe1) : protection de l'environnement ; agroécologie ; transition écologique ; économie circulaire et solidarités ; déchets ; mobilité ; horticulture ; formation et éducation à l'environnement et à la citoyenneté ; animations nature ; chantiers participatifs ; habitat et hébergements alternatifs ; développement économique ; développement local ; conseils ; ...

3/Interconnaissance et élaboration d'un diagnostic partagé

3.1 Des ressources déjà nombreuses et diversifiées au service de l'accompagnement au changement

L'Ifrée a mobilisé l'outil d'animation « le mandala des ressources »¹ qui a permis aux participants d'identifier les principales forces sur lesquelles ils s'appuient pour accompagner les changements de pratiques auprès de leurs publics. Malgré la diversité des structures représentées, les ressources mises en avant apparaissent largement convergentes d'un territoire à l'autre.

Des réseaux d'acteurs structurés et mobilisés

La ressource la plus fréquemment citée concerne l'existence de réseaux de partenaires déjà constitués. Collectivités, associations, établissements publics, agriculteurs, chercheurs ou entreprises sont régulièrement associés aux actions menées par les structures présentes.

Sur tous les territoires concernés par les rencontres territoriales, les structures ont l'habitude de travailler en partenariat, ce qui révèle leur bonne connaissance des acteurs présents sur leur territoire respectif et leur ancrage territorial (réseaux associatifs, institutionnels et citoyens). Ces ressources constituent un socle et des atouts importants pour développer de futures actions de coopérations d'accompagnement au changement.

Cependant, ces dynamiques s'observent davantage par domaine de transition. Il y a encore peu de synergies multi-transitions.

Des structures professionnelles

Des connaissances et expertises maîtrisées

Sur tous les territoires, les structures bénéficient d'une très bonne maîtrise de différentes problématiques et thématiques : transition énergétique, agriculture et agroécologie, gestion de l'eau, habitat, mobilité, santé et sport ; biodiversité ; solution bas carbone, permaculture ; zéro déchet ; écologie du quotidien par le faire soi-même ; horticulture ; jardinage ; ...

¹ Le mandala des ressources propose une grille de lecture qui permet d'élargir le champ de vision et de perspectives sur ce que peut être un atout, une ressource, sachant que cela peut revêtir différentes formes, comme : matérielle, temporelle, compétences, connaissances et réseaux, territoire... Ce support visuel favorise les interactions et permet de poursuivre le temps d'interconnaissance.

A noter que sur les territoires d'Aunis Atlantique, Pays de Fontenay-Vendée et Vendée Grand Littoral, des compétences plus spécifiques sont développées à destination du secteur économique.

Des actions d'ores et déjà menées en matière d'accompagnement au changement

Les structures participantes ont acquis les compétences en interne pour mener à bien de nombreuses actions en matière d'accompagnement au changement. Ces actions relèvent de registres différents : la sensibilisation et l'éducation à l'environnement, l'animation de groupes, la formation ou l'accompagnement des changements de comportement.

Ces actions s'observent sur les cinq territoires. Pour exemples :

- L'organisation et l'animation de temps de partage d'informations, de montées en compétences auprès des acteurs du territoire sur l'adaptation au changement climatique ;
- Des formations à l'adaptation au changement climatique à destination des agriculteurs, suivies d'actions d'accompagnement des évolutions des pratiques ;
- Des actions de sensibilisation des habitants et usagers aux espaces naturels ;
- L'animation de « conversations carbone », permettant d'aborder la question de la réduction des émissions de CO₂ par une évolution des modes de vie (par exemple, par la réduction des déchets) ;
- La conduite d'actions de transitions, en hybridant des actions de formation et d'expérimentation.

Des ressources matérielles et des lieux supports déjà mobilisés

Les cinq territoires disposent de nombreux supports permettant d'agir concrètement : salles de réunion, jardins pédagogiques, fermes et exploitations agricoles, tiers-lieux, espaces naturels, outils pédagogiques, équipements de sensibilisation ou encore lieux d'accueil du public.

Ces ressources sont souvent déjà utilisées pour des actions de formation, d'expérimentation ou de sensibilisation. Elles constituent un point d'appui opérationnel pour développer de nouvelles coopérations sans nécessiter la création de nouveaux équipements.

Un patrimoine naturel exceptionnel comme support d'action

Les participants identifient largement le Marais poitevin, ses paysages et ses espaces naturels comme une ressource majeure. Marais, zones humides, bocages, réserves

naturelles, espaces naturels sensibles ou sites Natura 2000 sont perçus à la fois comme des patrimoines à préserver et comme des supports concrets pour sensibiliser aux effets du changement climatique.

Cette dimension est particulièrement présente dans les contributions de Sud Vendée Littoral, Vendée Grand Littoral et du Pays de Fontenay-Vendée, où les liens entre biodiversité, eau, agriculture et adaptation sont régulièrement soulignés.

Des soutiens institutionnels et territoriaux

Dans la globalité, les structures participantes mettent en avant le soutien, notamment financier et technique, des communes et des intercommunalités, comme élément facilitateur dans la bonne conduite de leurs missions et la mise en œuvre de leurs actions.

Enfin, plusieurs des structures rappellent que les territoires disposent déjà de nombreux cadres d'action : Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux (PCAET), Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), Plan Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUI), Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), programmes de rénovation énergétique, démarches agricoles ou projets de recherche.

Si des structures saisissent d'ores et déjà les PCAET et les PAT pour y inscrire certaines de leurs actions, l'ensemble des participants estime que ces dispositifs constituent des leviers essentiels à l'avenir. Il s'agirait d'inscrire les futures actions d'accompagnement au changement dans ces dynamiques existantes, ce qui favoriserait leur mise en œuvre à l'échelle du territoire LIFE Maraisilience.

Des ressources déjà nombreuses et diversifiées au service de l'adaptation

Synthèse des 196 expressions identifiées lors de l'exercice « Mandala des ressources »



Les structures participantes disposent de très nombreuses ressources leur permettant d'agir dans les domaines des transitions. Elles bénéficient d'expériences solides. Par leur ancrage territorial, elles sont en mesure de travailler en partenariat. Cependant, leur capacité à agir se trouve limitée par de nombreux freins moins d'ordre conjoncturels que structurels.

3.2 Une convergence forte des freins : des capacités d'action structurellement contraintes

L'analyse des cinq comptes-rendus met en évidence une forte homogénéité des freins exprimés, malgré la diversité des contextes locaux. Les structures participantes décrivent un système d'action globalement contraint, où les marges de manœuvre en matière d'accompagnement au changement apparaissent réduites par un empilement de facteurs structurels d'ordres politiques, financiers, organisationnels, socio-culturels.

Des contraintes structurelles externes

Les participants mettent en avant un ensemble de **contraintes structurelles externes**, qui limitent leurs possibilités d'action.

- Une réglementation jugée complexe, changeante ou peu adaptée aux réalités locales (par exemple sur le développement des projets d'énergies renouvelables ou la gestion des déchets, ...) ;
- Des contraintes foncières fortes limitant les projets d'expérimentation ou de transition, dans le cadre de l'accompagnement des agriculteurs ;
- Des conflits d'usage ou d'intérêts privés influents ;
- Des incohérences de politiques publiques en fonction des échelles d'intervention : une fragmentation administrative ne correspondant pas aux échelles écologiques (bassins versants, ...) ;
- Des contradictions entre les politiques publiques nationales et locales ;
- Une dualité entre les grandes lignes directrices sur les transitions (ce qui est attendu en matière d'objectifs, de résultats) et les réalités de terrain (ce que les structures sont réellement en capacité de faire en matière d'accompagnement au changement, faisant face à des manques de moyens, comme cités ci-après).

Un manque de soutien politique au niveau local

D'une manière générale, les structures participantes soulèvent un frein lié au manque de portage politique des élus locaux, d'un véritable relai politique. Elles l'expliquent par :

- Une difficulté à sensibiliser les élus des territoires aux problématiques de transitions : surchauffe estivale ; rénovation énergétique ; santé ; agroécologie...
- Un manque d'appropriation des impacts concrets du changement climatique au quotidien, qui engendre le manque d'une vision globale et d'orientations politiques claires sur ces sujets ;
- Un manque d'exemplarité et de leadership venant des politiques locaux ;
- Des différences de volontés politiques entre agglomérations et communes rurales, créant des inégalités de moyens entre territoires.

Un manque de ressources financières

Toutes les structures participantes mettent en avant **un frein lié aux ressources financières**.

- La difficulté croissante à obtenir des financements ;
- Le constat d'une mise en concurrence des structures ;
- Les temporalités de financement inadaptées aux dynamiques de changement (actions courtes vs transformations longues) ;
- La surcharge administrative liée aux réponses aux appels à projets.

Ce frein n'est pas sans conséquence sur l'activité et l'existence même des structures.

- Des **équipes sous-dimensionnées**, en tension permanente ;
- Un **manque de temps disponible** pour la conception, la coopération et l'innovation ;
- Une difficulté à stabiliser des postes dédiés à l'accompagnement au changement ;
- L'essoufflement de la dynamique bénévole ;
- Une incapacité à investir durablement dans des actions de fond.

Leurs priorités sont d'assurer les missions pour lesquelles elles sont sûres d'être financées. Les structures se trouvent alors prises dans un cycle où le temps mobilisé pour sécuriser les financements réduit d'autant le temps disponible pour l'ingénierie de transition et les actions de coopération.

Une difficulté à mobiliser les publics

Les structures sont confrontées aux résistances au changement des publics, liés :

- Au déni face au changement climatique et à la peur du changement ;
- À la difficulté de se projeter et à changer des habitudes ;
- Aux ressources financières des ménages, notamment face à des publics en précarité en nombre croissant ;
- À la difficulté de toucher des publics non sensibilisés ;
- À la complexité des sujets traités ;

- Aux préjugés sur certaines pratiques, comme l'agriculture biologique.

Les structures s'interrogent sur comment impliquer les publics. Une hypothèse de travail est avancée par certaines des structures, celle de mieux faire connaître leurs actions : mieux les expliquer au plus grand nombre pourrait aider à sensibiliser les publics.

Un manque de relations entre les acteurs des transitions

Enfin, les structures participantes mettent en avant un dernier frein, **celui du trop peu d'échanges entre acteurs des transitions.**

- Trop peu d'actions de cohésion entre les différentes structures « chacune dans son coin » ;
- L'absence de certains acteurs, comme les acteurs économiques ;
- Le manque d'une vision globale, multi-transition.

En cela, les rencontres territoriales ont été très appréciées car elles leur ont permis de découvrir de nouvelles structures et de « réseauter ». Par une vision plus large, elles estiment être en mesure de renforcer leurs propres actions mais aussi de les améliorer et d'en envisager de nouvelles en partenariat, à condition de bénéficier des moyens (notamment financiers) nécessaires.

Enfin, les structures expriment le besoin d'un climat politique et social plus sécurisant reposant sur la capacité collective à **recréer des conditions d'action soutenables dans le temps long**, compatibles avec les ambitions d'accompagnement des transitions territoriales.

4/ Amorce de la stratégie d'accompagnement au changement : propositions de thématiques et d'actions de coopération

4.1. L'identification collective des thématiques prioritaires de la stratégie d'accompagnement au changement

Les structures participantes ont été invitées à s'exprimer sur ce qu'elles souhaiteraient avoir réalisé en matière d'accompagnement à l'adaptation au changement climatique à l'horizon 2028. Puis, chaque territoire a identifié et soumis au vote les thématiques jugées prioritaires pour l'amorce de la stratégie. Malgré des intitulés parfois différents, les résultats mettent en évidence de fortes convergences entre les cinq territoires. Ils dessinent les principaux leviers sur lesquels les acteurs souhaitent construire des actions de coopération à l'échelle du territoire du projet LIFE Maraisilience.

Des priorités largement partagées entre les territoires

Les votes font apparaître **cinq grands champs d'action** qui reviennent de manière récurrente dans les différents territoires.

Thématique	Clé de lecture
Préservation des écosystèmes, agriculture et alimentation	C'est la priorité la plus largement partagée. Les territoires convergent vers la protection des milieux naturels, l'agroécologie, la souveraineté alimentaire, la gestion de l'eau et le maintien d'activités agricoles résilientes comme fondements de l'adaptation au changement climatique.
Sensibilisation, formation et mobilisation des publics	Tous les territoires considèrent que la transition passe par l'accompagnement des habitants, des entreprises et des jeunes générations mais aussi des élus. Au-delà de la sensibilisation, tous insistent sur la nécessité de favoriser un véritable passage à l'action.

Gouvernance et participation des acteurs	Les participants soulignent l'importance de renforcer les coopérations entre acteurs, d'améliorer la coordination territoriale, d'associer davantage les citoyens aux décisions et de faire évoluer les modes de gouvernance publique pour faciliter les transitions.
Mobilités et sobriété des modes de vie	Les mobilités douces, la réduction des dépendances énergétiques et des consommations, ainsi que l'évolution des pratiques quotidiennes constituent un axe important, particulièrement dans les territoires littoraux et périurbains.
Des transitions ancrées dans les réalités sociales et économiques	Les structures participantes rappellent que les transformations devront être accessibles au plus grand nombre (notion de justice sociale), pérennes économiquement et capables de renforcer les solidarités locales.

L'ensemble des votes traduit une vision largement partagée : l'adaptation au changement climatique ne peut être pensée uniquement sous l'angle environnemental. Elle implique simultanément des évolutions des pratiques (agricoles, alimentaires, énergétiques, gestion des écosystèmes...) et des modes de vie. De même, l'accompagnement au changement des publics ne peut être pensé sans une évolution des modes de gouvernance, facilitant les coopérations entre domaines de transitions et territoires.

4.2. Les enseignements des world café : le choix des thématiques de travail par territoire

Par territoire, selon la composition du collectif réuni à l'occasion de la seconde réunion, les structures participantes ont choisi de se concentrer plus spécifiquement sur certaines thématiques sur lesquelles elles se sentaient en capacité d'agir. Elles ont également, parfois, procédé à des regroupements de thématiques, en précisant le périmètre, ou encore ont considéré certaines d'entre elles comme des dimensions transversales plutôt que comme des axes de travail autonomes (cf. Annexe 2 pour plus de détails).

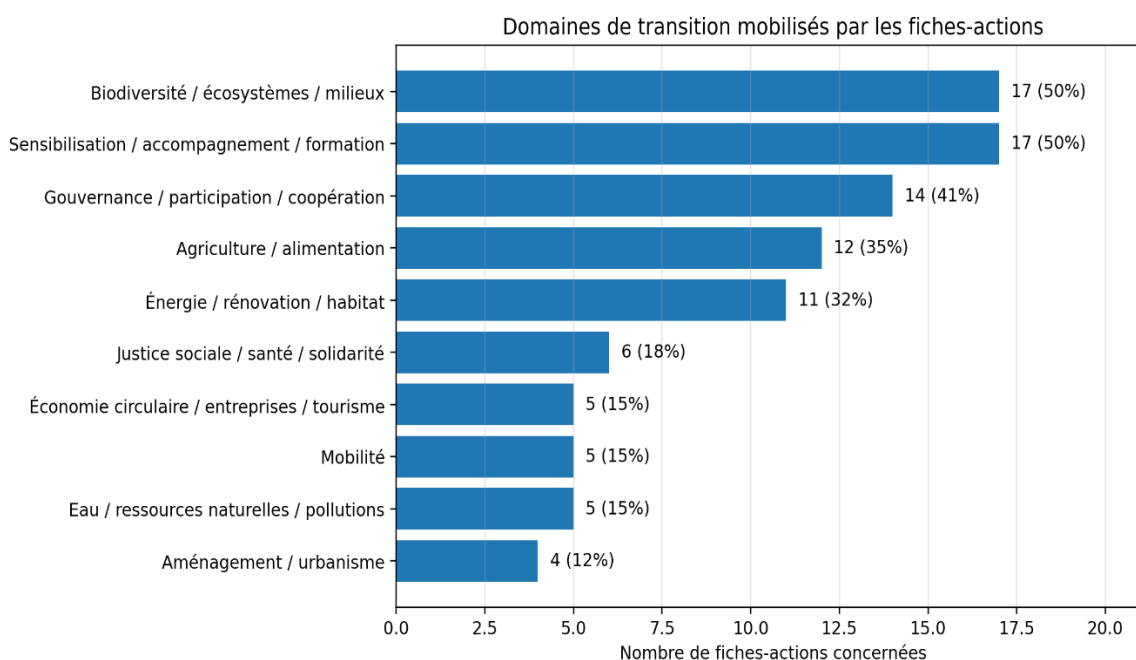
Sur les cinq territoires, toutes les structures participantes ont affirmé que leurs choix n'ôtaient en rien le caractère essentiel des autres thématiques soumises au vote et la nécessité de les traiter, ultérieurement. **C'est pourquoi, les cinq collectifs font la demande que ces thématiques soient pleinement intégrées à la stratégie d'accompagnement comme axes thématiques à travailler.**

Concernant la thématique de la « **Gouvernance** », elle a fait l'objet de deux niveaux de lecture différents.

- Les participants des territoires de Sud Vendée Littoral et de l'agglomération du Niortais ont estimé ne pas être légitimes pour la traiter, étant du ressort des politiques et financeurs. Pour autant, ils ont affirmé l'importance de la traiter en priorité dans la stratégie ;
- Les participants des territoires du Pays de Fontenay-Vendée et Aunis Atlantique ont considéré cette thématique à une échelle plus locale, s'estimant ainsi en mesure de la traiter.

4.3. L'élaboration des projets d'actions

Les domaines de transition mobilisés dans les projets d'actions



Comme indiqué précédemment, l'ensemble des territoires place la **préservation des ressources naturelles et de la biodiversité** parmi les enjeux majeurs de l'adaptation au changement climatique. Les structures participantes souhaitent favoriser l'apport de connaissances techniques pour apporter des appuis techniques et conseils avisés dans l'élaboration de programmes d'actions de protection d'espèces et espaces. Elles pensent qu'il faudrait inscrire les actions en lien avec la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, dans les programmes existants comme le PCAET, les documents d'urbanisme. Elles

imaginent la création d'un « Parlement du Marais », instance symbolique destinée à porter la voix des milieux naturels dans les décisions publiques, ou encore la mise en place d'un « Jour du dépassement local » permettant de mesurer la consommation des ressources naturelles à l'échelle du territoire. Des projets sont, entre autres, proposés sur les territoires de Pays de Fontenay-Vendée, Vendée Grand Littoral.

Concernant la **transition agroécologique et de la souveraineté alimentaire**, autre enjeu majeur, les actions imaginées cherchent à rapprocher citoyens et agriculteurs grâce au développement de fermes ouvertes, à renforcer les circuits courts par la création de groupements d'achats et d'AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), à accompagner l'adaptation des pratiques agricoles, l'évolution des pratiques alimentaires.... Des projets sont, entre autres, proposés sur les territoires de Sud Vendée Littoral, Aunis Atlantique, Pays de Fontenay-Vendée.

Concernant la **transition énergétique** (habitat, mobilités...), sont proposés, entre autres, sur les territoires Vendée Grand Littoral et de Pays de Fontenay-Vendée, le développement des intermodalités de déplacements doux entre domicile et travail, la mise en place de TER routier...

Les structures participantes proposent également des projets d'actions relevant de thématiques transversales, comme celles-ci-dessous.

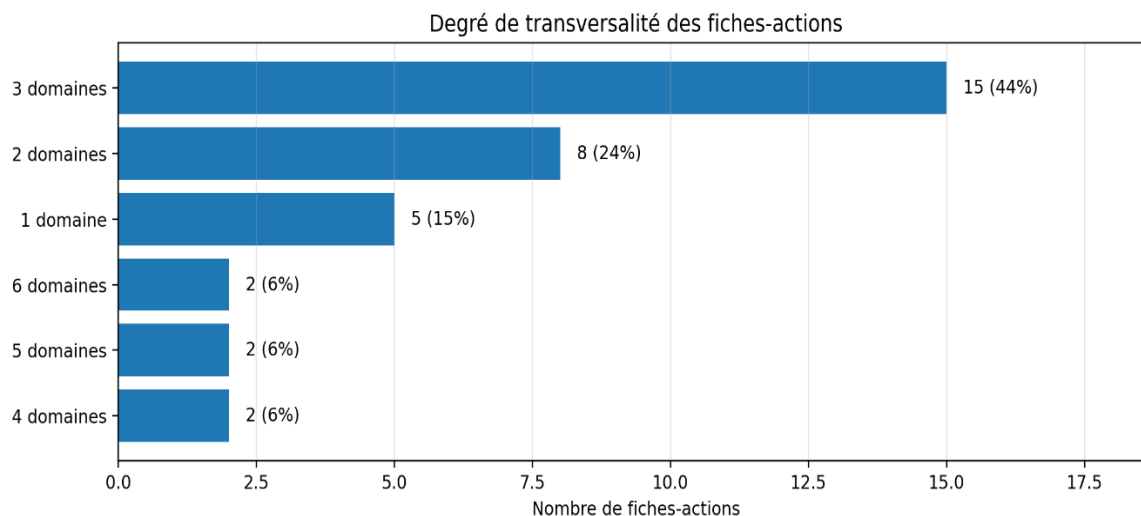
Concernant la **sensibilisation et la mobilisation des publics concernés**, des projets sont proposés pour sensibiliser les habitants sur les dispositifs existants et leurs bénéfices directs pour eux (comme par exemple, les dispositifs concernant la rénovation de l'habitat). Il est également nécessaire de sensibiliser les élus pour qu'ils fassent de cette préoccupation un enjeu à l'échelle de leurs communes. La mise en place d'ambassadeurs/référents pour mieux faire connaître les actions existantes est aussi avancée. Des projets sont, entre autres, proposés sur le territoire d'Aunis Atlantique.

Concernant l'**implication des citoyens dans la gouvernance et les actions**, considérée comme une condition essentielle de la réussite des transitions, plusieurs projets visent à renforcer le pouvoir d'agir des citoyens (adultes et jeunes), à développer les démarches participatives. Des projets sont, entre autres, proposés sur les territoires de Sud Vendée Littoral, Pays de Fontenay-Vendée, Vendée Grand Littoral.

Concernant la **mobilisation des acteurs économiques**, plusieurs projets concernent directement les entreprises. Des projets sont, entre autres, proposés sur les territoires de Vendée Grand Littoral sur le volet de la transition énergétique et d'Aunis Atlantique sur le volet de la transition écologique.

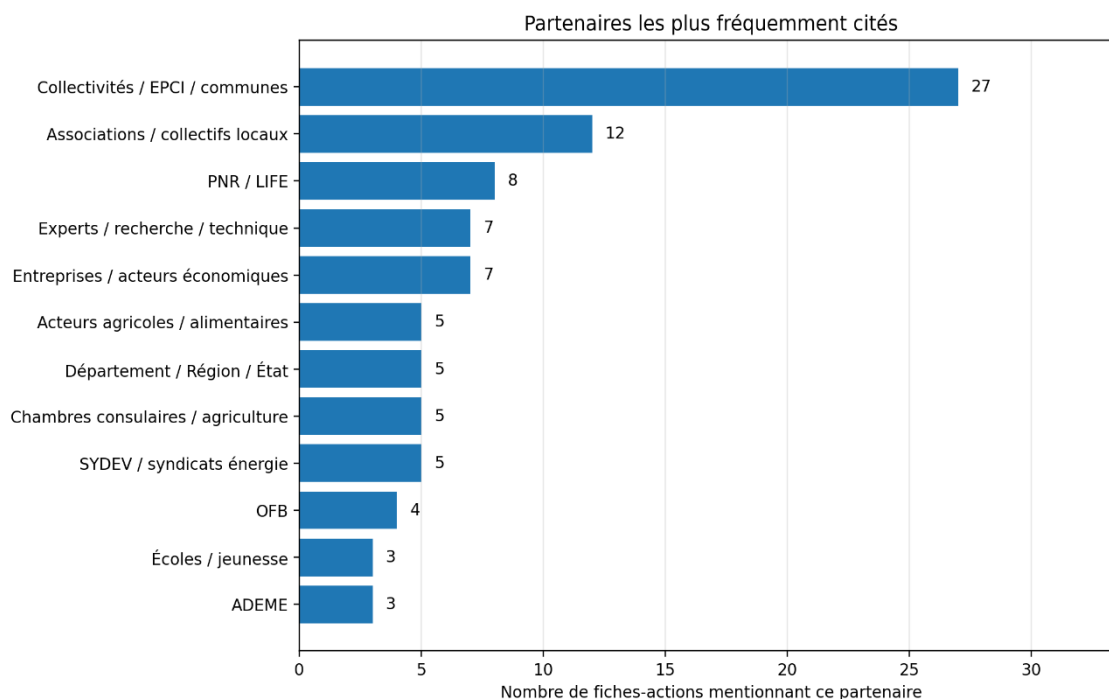
A noter qu'un seul projet d'action est proposé sur le champ du « **Tourisme du futur** » sur le territoire de Vendée Grand Littoral.

Des projets d'actions réfléchis dans une approche multi-transitions



Les projets d'actions ciblent, pour l'essentiel, entre deux et trois domaines de transition différents, comme : agroécologie, transition alimentaire et économie sociale et solidaire ; mobilité et implication citoyenne ; rénovation habitat et justice sociale ; ...

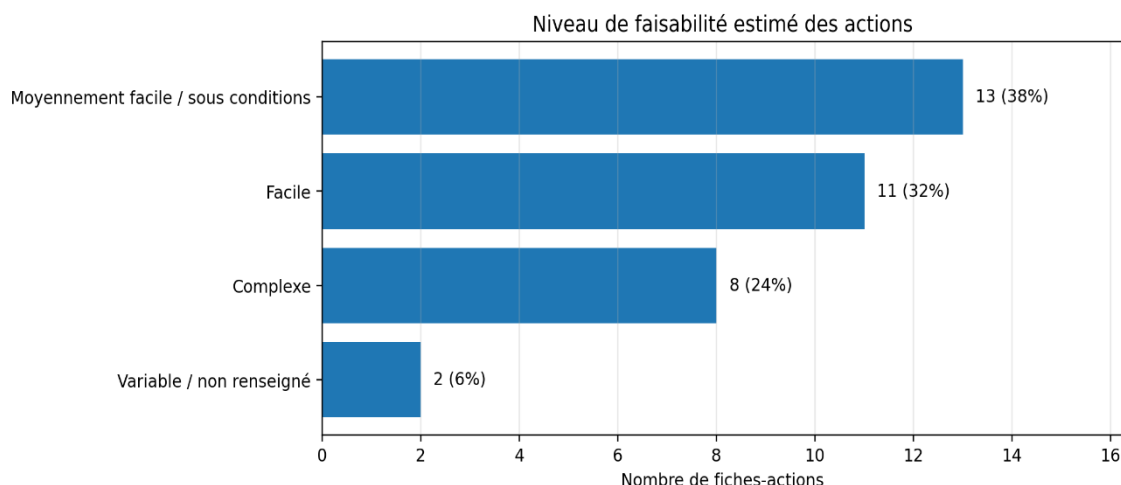
Des projets d'actions réfléchis dans une approche multi-partenariale



Les structures participantes confirment leur volonté de renforcer les coopérations entre elles et les autres acteurs partenaires. Les projets associent par exemple les

collectivités, associations, établissements publics, entreprises, chambres consulaires, réseaux professionnels ou encore les citoyens. Cette diversité témoigne d'une reconnaissance du caractère transversal de l'adaptation au changement climatique, qui nécessite de mobiliser des compétences complémentaires.

Des projets d'action relativement faciles à réaliser



Pour terminer, les structures participantes estiment que 50 % des projets d'actions proposés (soit 24 projets) sont facilement ou moyennement faciles à réaliser, 24% (soit 8 projets) sont estimés plus complexes à mettre en œuvre et 6% (soit 2 projets) avec une faisabilité variable.

4.4 Des recommandations largement partagées

Les structures participantes ont formulé un certain nombre de recommandations que la stratégie aurait à prendre en compte pour assurer la réussite de l'accompagnement au changement climatique, de l'adaptation des pratiques des acteurs locaux et du grand public.

En premier lieu, il s'agirait de favoriser **une approche décloisonnée des divers domaines de transition**, avec la vigilance de préserver une approche territorialisée, adaptée aux réalités locales et en étant au plus près des publics pour faciliter leur mobilisation sur les actions.

- Veiller à une approche transversale des thématiques pour être en mesure de prendre dans leur globalité les enjeux liés à l'adaptation au changement climatique ;
- Créer plus de passerelles entre les nombreux cadres d'actions existants : Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux (PCAET), Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), Plan Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUI), Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), programmes de rénovation énergétique,

démarches agricoles ou projets de recherche. Inscrire les futures actions d'accompagnement au changement dans ces dynamiques existantes.

En second lieu, il s'agirait d'**améliorer la lisibilité de l'offre d'accompagnement**.

- Créer des annuaires des acteurs des transitions pour encourager l'interconnaissance des acteurs et mieux identifier le qui fait quoi et où ;
- Communiquer et valoriser les initiatives existantes, pour mieux les faire connaître des publics, en veillant à mettre en avant les bénéfices concrets pour eux et ainsi susciter de nouvelles dynamiques locales.

En troisième lieu, il s'agirait d'**accompagner et d'appuyer les acteurs des transitions dans l'évolution des modalités d'accompagnement de leurs publics**.

Remarque : les structures participantes pensent au Parc naturel régional du Marais poitevin et aux intercommunalités pour les appuyer et les accompagner, les jugeant sans doute plus en mesure de décider et mettre en place les espaces et actions proposées ci-dessous.

- Créer des espaces de dialogue et de co-construction entre acteurs des transitions pour échanger leurs pratiques et leurs retours d'expériences, ainsi que pour travailler des préoccupations communes et être en mesure d'envisager plus facilement des actions de coopération ;
- Organiser des temps d'acculturation communs sur l'accompagnement au changement, l'adaptation au changement climatique...

En quatrième lieu, il s'agirait de **faire évoluer les modalités de financement**.

Remarque : l'enjeu pour les structures est déjà de renforcer l'existant et d'y apporter des améliorations avant d'en proposer de nouvelles. Leur première préoccupation est de trouver les moyens nécessaires : financiers, humains, pour stabiliser leurs actions existantes et être en mesure de les poursuivre dans la durée.

- Trouver un équilibre entre financements de fonctionnement et financements de projets, permettant de financer du temps consacré à l'ingénierie et la mise en œuvre d'actions de coopération.

Enfin, en cinquième lieu, il s'agirait de **« booster » la commande publique**. Les structures participantes estiment maîtriser un certain nombre d'offres d'accompagnement mais elles ne sont pas suffisamment exploitées, développées faute d'une commande publique insuffisante. Cela demande, alors, une implication plus forte des politiques mais aussi des entreprises, des associations...

- Créer des espaces de dialogue et de concertation entre collectivités, associations, entreprises dans le but de faire émerger une demande publique ;
- Privilégier un volet expérimental des actions d'accompagnement. Donner les moyens aux structures d'expérimenter des actions entre elles et au croisement de plusieurs domaines de transitions, dans un cadre sécurisé,

leur évitant de prendre de trop grands risques, notamment financiers, surtout dans le contexte socio-économique actuel.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des structures participantes et origine géographique

Sud Vendée Littoral : GAB85 ; ADEV ; Conseil de développement ; Pôle ESS Vendée ; Association des marais du Payré ; Association LA CICADELLE ; SYDEV ; Chambre d'agriculture des Pays de Loire ; HATEIS HABITAT ; FNE VENDEE ; Vendée coeur Océan ; LPO ; Groupe associatif Estuaire ; Secours Catholique Caritas France.

Aunis Atlantique : Odeys ; REBELLE Amarante ; Blutopia ; Coopec ; Les Ailes de la vie ; Rénov'Info Service ; Les Maires pour la planète ; L'atelier Cyclad ; Aunis en transition ; Berger bio à croquer ; CDA La Rochelle ; Les petits débrouillards Nouvelle-Aquitaine ; Embarquement pour la transition.

Pays de Fontenay-Vendée : Assocofar ; Jardins Familiaux Fontenaisiens VIDZRAKOU Kossi – Les petits débrouillards grand ouest ; Emmaüs ; L'écho des logis ; Collectif Vélo ; Ecolorbrien ; ODDAS ; CCVSA ; SYCODEM ; Abeille Vendéenne section Sud ; Association Maison des Amis de la Forêt ; intercodev Pays de Fontenay Sud Vendée littoral et Aunis.

Vendée Grand Littoral : HATEIS HABITAT ; SYDEV ; VENDEE EXPANSION ; FDC85 ; CMA Vendée ; CAUE de la Vendée ; ELISE 85 ; Les Amis de la Solidarité ; Syndicat mixte bassin du Lay ; Water Family ; UMIH 85 ; GRAPEA Civam 85.

Agglomération du Niortais : Soli'Niort ; La frênaie ; Parlons-en ; Deux-Sèvres Environnement ; Zéro déchet La Rochelle ; Les Ateliers de la Simplicité ; Hector le Collector ; E.C.O.L.E de la mer ; Société horticulture 79 ; Pignons and Co ; Avenir En Héritage ; CIVAM Plaines et marais moillés ; Vent d'Ouest.

Les structures sont venues **de communes très diverses** : Talmont-Saint-Hilaire ; Poiroux ; Saint-Denis-du-Payré ; Luçon ; Lairoux ; Mareuil-sur-Lay ; Sainte-Gemme-La-Plaine ; Saint-Jean-d'Hermine ; Chaillé-Les-Marais ; Le-Gué-d'Alléré ; La-Tranche-sur-Mer ; Saint-Michel-en-l'Herm ; Longèves ; Saint-Ouen-d'Aunis ; La Rochelle ; Lagord ; Surgères ; Benet ; Fontenay-le-Comte ; La Roche-sur-Yon ; Saint-Michel-le-Cloucq ; Foussais-Payré ; Vix ; L'Orbrie ; Rives-d'Autise ; Pissotte ; Mervent ; Mareuil-sur-Lay-Dissais ; Niort ; La Grève-sur-Mignon ; Coulon ; Saint-Symphorien ; Beauvoir-sur-Niort.

Annexe 2 : Thématiques traitées par territoire dans le world café

En Sud Vendée Littoral, sont travaillées les thématiques suivantes : « la préservation de la biodiversité et des écosystèmes » ; « la transition agroécologique et la souveraineté alimentaire » ; « l'engagement citoyen ».

En Aunis Atlantique, les nombreuses thématiques issues du vote ont été regroupées autour de deux grandes entrées :

- « Justice sociale/système sociétal plus juste » : les participants considérant que cet axe permettait d'aborder l'ensemble des transitions (alimentation, habitat, mobilité, santé, ...) dans une approche systémique.
- « La gouvernance publique/le soutien politique » : en considérant tous les espaces de dialogue entre les acteurs des transitions et leurs publics ainsi que les espaces entre les acteurs des transitions et les élus.
- S'est ajoutée une troisième thématique, « l'appui à destination des acteurs des transitions », traitée de manière transversale au sein des deux autres thématiques.

Dans le Pays de Fontenay-Vendée, les participants ont estimé que les thèmes « Sensibilisation et éducation » et « Actions concrètes et opérationnelles » constituaient des leviers transversaux devant irriguer l'ensemble de la stratégie plutôt que des thématiques de travail à part entière. Ce choix a permis d'intégrer le thème des mobilités douces parmi les priorités travaillées.

En Vendée Grand Littoral, les participants ont décidé de traiter les trois thématiques suivantes : « Gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité », « Transition énergétique, autonomie et sobriété » et « Mobilités durables et économie circulaire ». Se sont ajoutées le traitement de deux thématiques transversales « Education, sensibilisation et transmission de savoirs » et « l'agriculture ».

Pour l'agglomération du Niortais, sont traitées les deux thématiques suivantes : « Transition écologique des pratiques agricoles alimentaires », « Protection et gestion des écosystèmes ». S'ajoute une troisième thématique traitée de manière transversale : « la mobilisation et le passage à l'action ».

Des constats largement partagés malgré des contextes territoriaux différents

Malgré la diversité des territoires et des structures représentées, les World Café font apparaître plusieurs constats récurrents.

Le premier concerne **la richesse des initiatives déjà existantes**. Dans l'ensemble des territoires, les participants recensent une grande diversité d'actions :

Thématique	Actions existantes
Préservation de la biodiversité et des écosystèmes	Actions de sensibilisation et d'accompagnement des collectivités et particuliers. Des actions à destination des agriculteurs dans le cadre des MAEC. Des actions de plantations de haies, de renaturation... Actions en faveur de la gestion de l'eau dans le cadre de contrats territoriaux, PTGE... Ateliers pédagogiques pour une évolution des pratiques de gestion des parcs et jardins en milieu urbain. Animations nature...
Agriculture et alimentation	Favoriser la mise en place de projets « Paysans Nature ». Annuaire des producteurs locaux et AMAP. Conseil à la gestion écologique des milieux agricoles. Animations dans le cadre du PAT. Des actions en faveur des filières courtes et d'approvisionnements locaux. Recherche de nouvelles techniques agricoles de laboure. Adaptation visant à diminuer les produits phytosanitaires. Développement des jardins familiaux et partagés. Mycorhizes, expérimentation agronomique pour la préservation de la ressource en eau. Animations d'ateliers favorisant le développement de la cuisine locale, de saison et bio...
Energie, habitat	Conseils et accompagnements à la rénovation énergétique des bâtiments. Des aides financières destinées aux particuliers pour la rénovation de leur habitat. Accompagnement de collectifs d'entreprises RSE/Carbone...

Mobilités	Ateliers recycle plus location. Un espace conseil des mobilités douces destiné aux élus, techniciens et usagers. Des aires de covoiturage. Les transports solidaires. Des pistes cyclables. Animations pédagogiques pour favoriser les déplacements doux...
Economie circulaire	Récupération de matériaux lors de la déconstruction de bâti puis transformation et réemploi...

Le second concerne **les difficultés limitant les actions des structures**. Les world café confirment tous les freins identifiés précédemment :

- Un manque de soutien politique au niveau local ;
- Un manque de ressources financières ;
- Une difficulté à mobiliser les publics ;
- Un manque de relations entre les acteurs des transitions.

Lors de l'élaboration des propositions de projets d'actions de coopération, les structures participantes ont eu souci d'identifier les leviers d'actions permettant d'apporter des éléments de réponses à ces freins, dans l'objectif d'améliorer l'existant et de proposer des actions nouvelles.

LIFE **2024** **-2028** **MARAI SILIENCE** CHANGEMENT CLIMATIQUE : LE MARAIS POITEVIN SE MOBILISE

PROJET PORTÉ PAR



PROJET FINANCÉ PAR



Le projet LIFE Maraisilience est co-financé par l'Union Européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois uniquement ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union Européenne ou de CINEA. Ni l'Union Européenne, ni l'autorité subventionnaire ne peuvent en être tenues responsables.